

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 21/12/2017 au 27/12/2017

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Face à la volatilité de ces derniers jours sur le marché des changes et à la dépréciation du peso, la Banque centrale a procédé à une nouvelle vente de couvertures de change pour un total de 500 MUSD le 26 décembre, sur décision de la Commission des Changes (composée de représentants de la Banque centrale et du Ministère des Finances). Le 21 février dernier, la Commission des Changes avait annoncé la mise en place d'un programme de couvertures de change pour un montant total maximum de 20 Mds USD. La Banque centrale a jusqu'ici procédé à trois ventes de couvertures : l'une en mars avec 1 Md USD, une autre de 4 Mds USD en octobre dernier, et les 500 MUSD de ce mardi (deux couvertures de 250 MUSD chacune). Cette annonce, jugée insuffisante par plusieurs analystes, intervient alors que le peso souffre des incertitudes entourant la renégociation de l'ALENA, auxquelles viennent s'ajouter les craintes liées à l'adoption de la réforme fiscale aux Etats-Unis ainsi que des facteurs internes, à l'approche du cycle électoral de 2018. La monnaie mexicaine se situe à des niveaux inédits depuis neuf mois et s'est dépréciée de 6,2% par rapport au dollar en décembre, ce qui en fait la devise la plus dépréciée au monde face à la monnaie américaine sur cette période. Le peso suit une trajectoire inverse des autres monnaies émergentes par rapport au dollar, qui enregistrent une appréciation de 1,6% sur le mois.

En cas de fin de l'ALENA, la Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) de l'ONU prévoit une contraction de l'économie mexicaine de 1,1% dans le pire des scénarii. Le pire scénario consiste à imaginer une fin de l'ALENA et la non application de la clause de nation la plus favorisée dans le cadre de l'OMC. Dans les différents scénarii analysés, l'économie mexicaine enregistre une contraction pouvant aller de 0,2 à 1,1% et n'enregistrerait une croissance positive que dans le cas où la renégociation de l'accord aboutirait à une modernisation favorable au maintien des exportations (scénario le moins probable selon la secrétaire exécutive de la CEPAL Alicia Bárcena). Cette dernière a également averti du possible impact de la réforme fiscale américaine sur le Mexique, qui devra analyser son niveau d'imposition sur les sociétés sans toutefois se précipiter. Elle a souligné que le Mexique demeurerait compétitif via d'autres facteurs comme sa position géographique, le coût de sa main d'œuvre ou encore son intégration aux chaînes de valeur.

Economie

Le taux d'inflation interannuel a atteint 6,69% à la mi-décembre (INEGI). Il s'agit du taux le plus haut observé pour une période similaire depuis 2000. Cela marque 12 mois consécutifs au cours desquels l'inflation s'est établie à un niveau supérieur à celui de la cible de la Banque Centrale (3% +/- 1 pt). Les prix du transport aérien, qui ont augmenté de 41,12% (g.a.) sur la première quinzaine de décembre, sont l'un des facteurs déterminants de l'inflation observée sur cette période. Les prix énergétiques enregistrent de nouveau une augmentation importante, avec une variation annuelle de 17,5%, tout comme ceux des fruits et légumes qui enregistrent une croissance de 16,4% (g.a.) ; les tomates ont notamment vu leur prix augmenter de 19,56% (g.a.). La dépréciation du peso ces dernières semaines pourrait de nouveau peser sur la trajectoire de l'inflation dans les mois à venir, ce qui devrait retarder le retour de l'inflation autour de la cible de la Banque centrale (+% ± 1 pt), prévu pour la fin 2018.

En octobre, l'activité économique a progressé de 0,9% (g.a.) en termes réels et données ajustées des variations saisonnières (INEGI). L'activité économique a été stimulée par la croissance des activités primaires (+3,8% g.a.) et tertiaires (+1,9% g.a.), tandis que le secteur industriel demeure faible, enregistrant une contraction de 1,1% (g.a.). Par rapport au mois précédent, l'activité a progressé de 0,1%, faible reprise après la contraction enregistrée en septembre (-0,5% g.a.) due aux deux séismes ayant touché le pays. La croissance mensuelle a été tirée par le secteur des services (+0,4% g.m.) alors que la production industrielle enregistrait une contraction de 0,1% (g.m.).

*Taux de change au 27 décembre 2017 : 1 USD = 19,23 MXN

Fin 2017, le secteur automobile mexicain devrait enregistrer un excédent commercial de 62 Mds USD selon l'Association Mexicaine de l'Industrie Automobile (AMIA). La production dans le pays devrait atteindre 3,7 millions de véhicules et les exportations devraient atteindre 3 millions à la fin de cette année. Ces chiffres devraient permettre au Mexique d'être le 4^e exportateur mondial et septième pays producteur. En 2018, la production pourrait atteindre 4 millions de véhicules et les exportations 3,2 millions. Le secteur exportateur mexicain pourrait notamment bénéficier de l'amélioration de la situation économique et de la demande américaine. L'objectif est d'atteindre le seuil des 5 millions d'unités produites au Mexique en 2020.

Sur les onze premiers mois de l'année, la balance commerciale mexicaine présente un déficit de 10,718 Mds USD, 18,3% inférieur à celui de la même période de l'année précédente (INEGI). Les exportations totales ont crû de 9,7% (g.a.), soit la plus forte hausse sur cette période en six ans. Les exportations de marchandises sur cette période ont été tirées par la croissance des exportations manufacturières (+8,8% g.a.), qui représentent près de 90% des exportations totales. Parmi elles, les exportations automobiles ont enregistré une croissance de 12% (g.a.). Les exportations manufacturières bénéficient notamment de la bonne santé de la demande aux Etats-Unis, leur principal marché. On note également l'amélioration de la dynamique des exportations pétrolières (+23,3% g.a.) et des exportations extractives (+24,5% g.a.). Sur le mois de novembre, la balance commerciale mexicaine enregistre un excédent de 399 MUSD. L'excédent commercial a fortement progressé par rapport à novembre 2016, où il s'élevait à 73 MUSD. Les exportations ont progressé de 9,2% (g.a.), tirées notamment par l'évolution favorable des exportations pétrolières (+44,7% g.a.) et automobiles (+11,6% g.a.).

La balance commerciale de Pemex a enregistré un déficit de 3,715 Mds USD sur la période janvier-novembre, le déficit le plus élevé de son histoire récente. Le déficit commercial s'est creusé de 56% par rapport à la même période de l'année précédente. A titre de comparaison, l'entreprise avait enregistré un excédent commercial de 20,976 Mds USD en 2012. La balance commerciale de Pemex est demeurée excédentaire jusqu'en 2015, un an avant d'adoption de la réforme énergétique. Depuis lors, la production de l'entreprise a diminué (en novembre la production avoisinait le 1,867 million de barils soit près de 10% de moins qu'en novembre 2016) et des importations de plus en plus importantes de produits pétroliers, notamment en raison des catastrophes naturelles ayant touché le Mexique. Face à la diminution de la production nationale, les importations de carburants n'ont cessé d'augmenter et représentent aujourd'hui près de 78% de la consommation nationale.

Le taux de chômage demeure faible et le taux de sous-emploi diminue, mais l'informalité stagne (INEGI). Le taux de chômage s'est élevé à 3,5% de la population active en novembre 2017, soit une légère diminution par rapport à novembre 2016. Le taux de sous-emploi enregistre une diminution de 0,4 point par rapport à l'année précédente, passant de 7,3 à 6,9% de la population active occupée. En revanche, le taux d'informalité demeure élevé avec 56,9% de la population active occupée, seulement 0,1 point de moins qu'en novembre 2016.

Le salaire moyen réel des mexicains travaillant dans le secteur formel n'a augmenté que de 8 pesos en 10 ans. A prix d'octobre 2017, il était de 330,6 pesos en octobre 2007 et est en octobre 2017 de 338,6 pesos, soit une croissance moyenne réelle de seulement 0,01%. Une des raisons de cette stagnation est l'inflation accumulée de 61,5% sur les 10 dernières années, que n'a pas suivie l'augmentation des salaires. Selon le Directeur du département d'Economie et de Finances du Tec de Monterrey, le salaire a été utilisé comme moyen de contrôler l'inflation au cours des 30 dernières années, ce qui a également freiné la croissance. Selon lui, les salaires ne pourront augmenter de manière soutenable que via une augmentation de la productivité, découragée par le manque de formation des travailleurs et la non-adéquation entre le système éducatif et les besoins des entreprises.

Selon l'Inegi, le secteur informel a généré 22,6% du PIB en 2016 et représenté 56,7% de la population occupée. Il représentait 24,4% du PIB en 2009, ce qui signifie qu'en 7 ans, la contribution de l'économie informelle au PIB n'a baissé que de 1,8 point de pourcentage. Le commerce représentait 31,3% de l'économie informelle, suivie de la construction, à hauteur de 13,8%, de l'agriculture et la pêche pour 12,5%, et de l'industrie manufacturière à 12,2%. Alors que le taux de croissance annuel moyen de l'économie était de 2,4% entre 2003 et 2016, elle était de 1,8% pour le secteur informel.

*Taux de change au 27 décembre 2017 : 1 USD = 19,23 MXN

Selon la CEPAL, la pauvreté s'est réduite de 1,1 point de pourcentage pour s'établir à 44,6% en 2016. Son rapport annuel « Panorama Social » explique cette réduction par l'augmentation du nombre de travailleurs dans le secteur formel et signale que ces bons résultats vont à l'encontre de la tendance en Amérique Latine, qui était à l'augmentation des taux de pauvreté. L'organisme signale cependant que les inégalités de revenus demeurent le problème majeur pour le Mexique. Les 20% des mexicains les plus riches reçoivent 45% des revenus du pays tandis que les 20% les plus pauvres n'en perçoivent que 5%. Si elle a diminué dans 27 Etats, la pauvreté a augmenté dans d'autres, comme le Chiapas et les Etats touchés par la crise pétrolière (Veracruz, Tabasco et Campeche). La pauvreté pourrait par ailleurs repartir à la hausse en raison des catastrophes naturelles ayant touché le Mexique cette année selon la CEPAL. Entre 2002 et 2016, le Mexique et le Honduras étaient les seuls pays d'Amérique Latine à ne pas connaître de réduction de l'inégalité.

Finances publiques

L'agence de notation Standard & Poor's a confirmé la notation de long terme en monnaie étrangère de BBB+ avec perspective stable de la CFE (Commission Fédérale d'Electricité) et Pemex. En raison d'une modification de la méthodologie de notation, l'agence a diminué la notation en monnaie locale des entreprises productives de l'Etat de A à A-. Ces notations indiquent selon l'agence de notation qu'en cas de difficultés financières, il est presque certain que les deux entreprises recevraient un soutien financier du gouvernement mexicain. L'agence de notation a souligné que la modification de la notation de ces dernières ne signifiait pas de détérioration de l'évaluation souveraine du Mexique. **Le déficit financier des entreprises productives de l'Etat s'est pourtant creusé de 68,3% sur la période janvier-octobre** par rapport à la même période de l'année précédente. Le déficit de Pemex s'est élevé à 75,752 Mds de pesos, soit une augmentation réelle de 30,6% (g.a.). La CFE a enregistré un déficit de 4 Mds de pesos sur les dix premiers mois de l'année, alors qu'elle enregistrait sur la même période 2016 un excédent financier de 10,029 Mds de pesos. Les déficits des entreprises productives de l'Etat n'ont toutefois pas affecté les chiffres des finances publiques globales, puisque le secteur public mexicain a enregistré un excédent budgétaire de 108,533 Mds de pesos sur la période (contre un déficit de 222,386 Mds de pesos sur la même période en 2016) et un excédent primaire de 480,826 Mds de pesos (soit 4,7 fois supérieur à l'excédent enregistré sur la même période en 2016).

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 27/12/2017
Bourse (IPC)	+0,44%	+7,4%	48 652,56
Risque pays (EMBI+Mx)	+6,78%	-15,63%	189
Taux de change USD/Peso	+2,91%	-4,44%	19,79
Taux de change Euro/Peso	+3,38%	+8,73%	23,53
Prix du baril de pétrole (USD)	+2,41%	+19,76%	55,74

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

Fermeture d'un 9^{ème} chapitre de négociation d'adhésion avec l'OCDE. Le Comité des Politiques pour l'économie digitale de l'OCDE a annoncé avoir émis une opinion favorable à l'adhésion du pays. Il reste au pays à satisfaire les 14 comités restants.

*Taux de change au 27 décembre 2017 : 1 USD = 19,23 MXN

En octobre 2017, le Nicaragua a enregistré une croissance économique de 4,2% (g.a.) selon la Banque centrale. Le secteur primaire est particulièrement dynamique avec une croissance de 19% (g.a.) pour l'agriculture et 44,7% (g.a.) pour la pêche et l'aquaculture. Les activités de tourisme (hôtels et restaurants) enregistrent une croissance 9,3% (g.a.). En revanche, les activités minières sont en diminution avec une contraction de 10,3% (g.a.). La Banque centrale prévoit une croissance comprise entre 4,7 et 5,2% et une inflation comprise entre 5 et 6%. Pour 2018, la croissance devrait demeurer élevée entre 4,5 et 5%. Le rythme de croissance avoisinait 5,2% en moyenne sur les sept dernières années.

Augmentation du salaire minimum national. Le gouvernement a approuvé le 26 décembre 2017 une augmentation de 6,5% du salaire minimum national à partir de janvier 2018. Cette hausse, établie selon l'activité économique et la taille de l'entreprise, comprend 2 tranches - la tranche 1 qui bénéficiera d'un salaire minimum passant de 677 à 721 USD et la tranche 2 qui s'établira à 563 USD, au lieu de 529 USD jusqu'à présent.

Augmentation des exportations sur les dix premiers mois de l'année : Selon l'Institut national de statistique (INEC), entre janvier et octobre les exportations ont maintenu la tendance positive de 2017, en ajoutant 563 M USD, soit 4,3% de plus que les 540 M USD de la même période en 2016. Une partie de cette amélioration par rapport à l'année dernière est due à la banane, un produit qui a augmenté de 11,8% ainsi qu'à la farine de poisson et à l'huile (+ 46,8%).

De janvier à novembre, les transferts de migrants (*remesas*) ont progressé de 10,1% (g.a.) selon la Banque centrale. Les transferts de migrants se sont élevés à 4,5 Mds USD sur la période, soit 415 MUSD de plus que sur la même période de l'année précédente. Les transferts provenaient principalement des Etats-Unis (97,2% du total), loin devant le Canada et l'Union Européenne (0,9%).

Après deux ans d'équilibre budgétaire, le déficit fiscal s'élève à 100 MUSD cette année. Les revenus ont baissé de 15 MUSD en septembre, l'ouragan Irma ayant affecté le tourisme dans le pays, qui représente près de 60% des revenus totaux. Le premier Ministre Gaston Browne a également signalé que l'instauration d'un visa par le Canada pour les ressortissants d'Antigua-et-Barbuda, qui a eu lieu en juin, était également l'une des causes de ce déficit.

Adhésion à la Convention multilatérale pour la mise en place des clauses des traités fiscaux relatifs à la prévention de l'érosion des assiettes fiscales et des transferts de bénéficiaires. L'île autonome du Royaume des Pays-Bas est devenue le 20 décembre la 72^{ème} juridiction à signer la Convention « BEPS » de l'OCDE. Elle est la première juridiction caribéenne à franchir ce pas, la Jamaïque s'étant quant à elle engagée à le faire lors de la signature inaugurale de la Convention en juin 2017.

Discussions avancées pour un plan de développement massif par la Chine. Selon le South China Morning Post, la Banque de développement de Chine assiste actuellement le gouvernement grenadien dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement national. Ce plan pourrait faire l'objet d'un partenariat intégral qui comprendrait le financement et la réalisation de vastes travaux d'infrastructures qui couvriraient tout le territoire de cette petite île de 100 000 habitants, tels des autoroutes, un chemin de fer circulaire, des ports de plaisance et de fret en eaux profondes, la modernisation de l'aéroport et une ferme éolienne.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 27 décembre 2017 : 1 USD = 19,23 MXN